

Délibération n°2026_02_05_14

Objet : Acquisition par la commune de la parcelle AX254 avec cabane - Madame Josiane Vassas

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 5 FÉVRIER 2026

L'an deux mille vingt six, le cinq février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 30 janvier 2026, s'est réuni à 19h01, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 22

Nombre de membres représentés : 6

Secrétaire de séance : Patricia NIVASSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVASSE - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Peggy DE KERPOISSON - Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Jean-Marc MALEK - Colette MORETEAU pouvoir à Romain CASAS-MATEU - Jean-Marc LEÏENDECKERS pouvoir à Francine BOYER - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRAULT

Absent :

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :

La commune souhaite acquérir la parcelle AX 254 propriété de Madame Josiane VASSAS, d'une contenance cadastrale de 263 m².

Cette parcelle est localisée en UC3-3 du PLUi -C de Montpellier Méditerranée Métropole où l'emprise au sol est strictement limitée à 20 % de la parcelle et devant laisser au moins 40 % d'espaces perméables. Elle est par

ailleurs soumise à un recul réglementaire de 10 mètres par rapport à la RN rouge PM1-RU2 du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la commune de Pérols ce qui renforce les contraintes pesant sur son usage et sa constructibilité.

- Adresse : rue du Port
- Référence et contenance cadastrale : AX 254, 263 m²
- Descriptif : parcelle avec un bâti (cabane)
- Vente : de gré à gré, dite amiable, suite à la proposition d'acquisition de la commune
- Acquéreur : Commune de Pérols
- Prix : 61 600,00 €
- Établissement de l'acte notarié : Office Notarial de Baillargues
- Frais notariés : à la charge de la commune

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2241-1 et suivants précisant que le Conseil municipal délibère sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune, que toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers donne lieu à délibération motivée du Conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles,

Considérant l'intérêt pour la commune de valoriser son patrimoine communal,

Vu la proposition d'acquisition de la parcelle AX 254 de la Commune auprès de Madame Josiane VASSAS,

Vu la réponse positive de Madame VASSAS à la proposition d'acquisition,

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Décider l'acquisition immobilière du bien cadastré AX 254 suivant les conditions de vente et caractéristiques essentielles exposées ci-dessus ;
- Autoriser la vente de gré à gré, au profit de la Commune de Pérols ;
- Autoriser et mandater Monsieur le Maire pour la signature de l'acte notarié correspondant auprès de l'Office Notarial de Baillargues, notaire de la Commune, ainsi que de toutes pièces y afférent ;
- Dire que les frais notariés sont à la charge de la Commune.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 6 février 2026

Le Maire,
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.